



LE PROTECTEUR DU CITOYEN

Assemblée nationale
Québec

**GESTION DE LA MISE AU RÔLE
À LA RÉGIE DU LOGEMENT
AU DERNIER TRIMESTRE DE L'ANNÉE 2010-2011**

RAPPORT D'ENQUÊTE

Septembre 2011

1. Contexte de l'enquête

Un gestionnaire d'immeuble a déposé plusieurs demandes de résiliation de bail pour non-paiement de loyer le [] janvier et le [] février 2011 au même bureau de la Régie du logement. Le plaignant se disait surpris de recevoir un avis d'audience, fixée au [] mars 2011, pour une demande déposée le [] février 2011 alors qu'il était toujours en attente pour des demandes déposées le [] janvier 2011.

C'est cette première plainte qui a amené le Protecteur du citoyen à investiguer le processus de mise au rôle à la Régie au dernier trimestre de l'année 2010-2011 et dont le présent rapport fait état des résultats.

2. Statut de la Régie et pratiques en cours

Créée en 1980, la Régie du logement est un tribunal administratif qui reçoit en première instance, à l'exclusion de tout tribunal, toute demande dans le domaine du logement locatif ne dépassant pas le montant de la compétence de la Cour du Québec¹ (70 000 \$). À la différence des autres tribunaux administratifs qui traitent des litiges entre les citoyens et l'État, la Régie décide de litiges entre des parties privées. La Régie se caractérise également par le très grand nombre de demandes qui lui sont soumises annuellement, en l'occurrence 76 992 demandes ont été introduites ou relancées pour la mise au rôle en 2009-2010².

Pour effectuer la mise au rôle des demandes, la Régie les répartit en cinq grandes catégories³ (les plaintes étant généralement⁴ traitées en ordre chronologique à l'intérieur de chaque catégorie) :

Tableau 1 – Délai d'attente avant une première audience en 2009-2010

Type de cause	Délai
Urgente	1,4 mois
Non-paiement	1,3 mois
Fixation et révision	7,5 mois
Prioritaire	8,6 mois
Générale	17,3 mois

Extrait du Rapport annuel de gestion 2009-2010, p. 30

¹ L.R.Q., chapitre R-8.1, art.28.

² RÉGIE DU LOGEMENT, *Rapport annuel de gestion 2009-2010*, p. 47 et 68.

³ Op. cit. 2, p.30 pour les résultats et p.67 pour le lexique (définition des types de causes).

⁴ À l'exception de causes urgentes.

Année après année, les délais avant d'obtenir une première audience constituent le principal motif de plaintes des citoyens, et ce, tant au Bureau des plaintes de la Régie qu'au Protecteur du citoyen. En 2009-2010, ces délais étaient à l'origine de 48,5 % des plaintes reçues au Bureau des plaintes de la Régie, soit 426 des 881 plaintes. Au Protecteur du citoyen, 22,9 % des plaintes reçues concernant la Régie en 2009-2010 portaient sur ces délais, soit 43 des 188 plaintes.

Il convient de noter que :

- Les délais moyens pour les causes reliées au non-paiement (1,3 mois) et les causes urgentes (1,4 mois) font rarement l'objet de plaintes.
- Toutefois, les délais pour fixation de loyer (7,5 mois), les causes prioritaires (8,6 mois) et les causes générales (17,3 mois) sont beaucoup plus longs, surtout qu'un bail a généralement une durée de 12 mois (renouvelable); c'est donc ces deux dernières catégories de demandes qui font l'objet de la quasi-totalité des plaintes reliées aux délais.

3. Rôle, pouvoirs et méthode d'enquête du Protecteur du citoyen

Le Protecteur du citoyen est une institution de l'Assemblée nationale, indépendante du gouvernement du Québec. Il intervient chaque fois qu'il a des motifs raisonnables de croire qu'une ou plusieurs personnes peuvent être lésées par l'acte ou l'omission d'un organisme public⁵. La compétence du Protecteur du citoyen ne s'applique pas toutefois lorsqu'un organisme public ou une personne de cet organisme est tenu d'agir judiciairement⁶.

Dans le cas de la Régie du logement, cela signifie que le Protecteur du citoyen ne peut pas intervenir eu égard à une décision d'un régisseur. Toutefois, il a pleinement compétence concernant le volet administratif, notamment en ce qui a trait aux délais avant la mise au rôle.

⁵ L.R.Q., chapitre P-32, art. 13.

⁶ Op. cit. 5, art. 18, paragraphe 3.

Lors d'une intervention, le Protecteur du citoyen et les personnes qu'il désigne à cette fin sont investis des pouvoirs et de l'immunité des commissaires enquêteurs⁷. Dans le cadre de la présente enquête, le Protecteur du citoyen a eu recours aux moyens suivants :

- Demande et obtention d'informations, de documents et de données statistiques de la Régie du logement.
- Entrevues enregistrées de représentants de la Régie : maîtres des rôles, gestionnaires et président de la Régie.

4. Principaux constats

L'enquête du Protecteur du citoyen a permis d'établir les constats suivants :

- a) En novembre 2010, le président de la Régie a donné une instruction verbale ayant pour objet de traiter en priorité les causes dites prioritaires, générales ou fixation et révision plus récentes (3 mois ou moins), et donc, en devançant leur mise au rôle par rapport à des causes de nature similaire soumises antérieurement. Pour être en mesure d'entendre le plus de causes possibles dans ces catégories, la Régie du logement a décidé d'entendre moins de causes de non-paiement de loyer.
- b) Un document de la Régie, daté du 8 novembre 2010, fixe les cibles suivantes à atteindre d'ici le 31 mars 2011 – en nombre de causes de 3 mois ou moins - pour les différents types de causes : 1100 dossiers pour les causes prioritaires, 250 dossiers pour les causes générales et 1500 dossiers pour les causes fixation et révision⁸.
- c) Le même document (supra b) indique immédiatement sous ces cibles : *De plus, afin d'afficher des résultats intéressants lors de l'étude des crédits 2010 [sic]⁹, il faut garder en tête que les audiences qui permettront de faire diminuer le délai doivent être tenues au plus tard le 28 février 2011.*
- d) À la suite d'une demande écrite du Protecteur du citoyen, datée du 5 avril 2011, la Régie lui a fourni le 13 avril des données statistiques mensuelles, de janvier

⁷ Op. cit. 5, art. 25.

⁸ Voir annexe 1, page 5.

⁹ Daté du 8 novembre 2010, le document du Service de la recherche et de la planification de la Régie voulait sûrement faire référence à l'étude des crédits 2011-2012 (tenue en avril 2011).

2010 à février 2011, sur le traitement des nouvelles demandes déposées à la Régie¹⁰.

- e) Rencontré le 13 mai 2011, le président de la Régie a reconnu avoir donné une « orientation », créant une iniquité pour avoir devancé le traitement de 379 dossiers (selon son estimation).
- f) À partir des données fournies par la Régie (supra d), le Protecteur du citoyen estime que, pour les mois de janvier et février 2011, ce sont plutôt 607 causes (486 causes générales et 121 causes prioritaires) qui ont reçu un traitement anormalement rapide; soit inférieur à 3 mois alors que les délais moyens étaient de respectivement 17,3 mois et 8,6 mois pour ces types de causes en 2009-2010¹¹.
- g) En janvier et février 2011, la Régie a traité 3 fois plus de causes générales que lors de chacun des 12 mois précédents. Pour les causes prioritaires, l'augmentation en janvier et février 2011 est de l'ordre de 50 % par rapport aux 12 mois précédents.
- h) Pour traiter un plus grand nombre de causes prioritaires et générales en janvier et février 2011, la Régie a traité moins de causes pour non-paiement ces mois-là, augmentant les délais pour cette catégorie. La Régie a dû corriger le tir en février 2011 en traitant des causes pour non-paiement très récentes (moins de 30 jours)¹², ce qui explique la plainte originale – décrite plus haut (p. 1) – que nous avons reçue en mars 2011.
- i) La décision d'entendre moins de causes de non-paiement pour libérer du temps sur les rôles est étonnante puisque la Régie du logement a toujours invoqué une obligation légale du Code civil du Québec pour justifier la priorité accordée à ce type de demandes¹³.

Les impacts pour les citoyens sont multiples :

- j) Les citoyens dont les causes sont demeurées en attente, souvent depuis plus d'un an – pendant que la Régie traitait des causes plus récentes de 3 mois ou moins – n'ont pas été traités équitablement puisque l'ordre chronologique n'a pas été respecté.

¹⁰ Voir annexe 2 pour les données statistiques fournies par la Régie.

¹¹ Voir annexe 3.

¹² Voir annexe 4.

¹³ Selon l'interprétation de l'article 1971 du Code civil retenue par la Régie, un retard de trois semaines dans le paiement du loyer constitue préjudice en soi puisque le bail doit être résilié par le régisseur si le loyer n'est pas payé avant jugement.

- k) En voyant leur dossier traité beaucoup plus rapidement, certains citoyens ont bénéficié – sans le savoir – d'un avantage au détriment des autres citoyens, locataires comme propriétaires en attente depuis plus longtemps d'une audience devant la Régie du logement. Cet « avantage » a pris plusieurs citoyens concernés par surprise parce qu'ils ne s'attendaient pas à voir leur demande traitée aussi rapidement. C'est ce qui explique pourquoi le nombre de remises a quadruplé pour les causes générales et augmenté d'environ 50 % pour les causes prioritaires en janvier et février 2011 par rapport aux mêmes mois de 2010.
- l) Les données relatives à la véritable performance de la Régie, en 2010-2011, sont faussées.

5. Principales dispositions légales, réglementaires et administratives applicables

Les faits exposés dans le présent rapport soulèvent des questions importantes sur les plans de l'équité et de la transparence. À cet égard, il est opportun de rappeler les principales dispositions applicables.

Équité : Traitement équitable des citoyens

- La Loi sur la justice administrative¹⁴ prévoit que *les procédures menant à une décision individuelle prise à l'égard d'un administré [...] sont conduites dans le respect du devoir d'agir équitablement.*
- La Loi sur la justice administrative¹⁵ prévoit également que *les procédures sont conduites dans le respect des normes législatives et administratives [...] conformément aux normes d'éthique et de discipline qui régissent ses agents, et selon les exigences de la bonne foi.*
- Dans son énoncé de mission¹⁶, la Régie indique qu'elle *décide des litiges dont elle est saisie, dans le cadre d'une procédure simple et respectueuse des règles de justice naturelle.*
- De même, la Régie¹⁷ *privilégie les valeurs suivantes : [...] la loyauté, en misant sur l'éthique, l'impartialité et l'intégrité.*

¹⁴ L.R.Q., chapitre J-3, art. 2.

¹⁵ Op.cit. 12, art. 4, alinéa 1.

¹⁶ Op.cit. 2, p. 20.

¹⁷ Op.cit. 14.

Transparence : Information et résultats représentatifs de la performance réelle

- La Loi sur l'administration publique¹⁸ affirme la priorité accordée par l'Administration gouvernementale [...] à la qualité des services aux citoyens; elle instaure ainsi un cadre de gestion axé sur les résultats et sur le respect du principe de la transparence.
- La Loi sur l'administration publique¹⁹ indique également que le cadre de gestion gouvernementale concourt plus particulièrement : [...] à une reddition de comptes qui porte sur la performance dans l'atteinte des résultats.
- Dans sa Déclaration de services aux citoyens, la Régie prend l'engagement suivant : *Une organisation transparente : nous rendons publics nos orientations dans notre plan stratégique, ainsi que nos résultats dans notre rapport annuel de gestion.*

6. Analyse

La convergence des données et témoignages recueillis dans le cadre de la présente enquête met en lumière que la Régie a volontairement accordé une préséance indue à des causes générales et prioritaires en janvier et février 2011. Cela a d'ailleurs été reconnu par la Régie. La question qui se pose d'emblée est : pourquoi ?

Motif : améliorer la performance déclarée

Il apparaît évident pour le Protecteur du citoyen que l'intérêt pour la Régie d'avoir devancé le traitement de causes à long délai de traitement est d'améliorer sa performance déclarée. Le 28 octobre 2010, devant la Commission de l'aménagement du territoire, le président de la Régie, M^e Luc Harvey mentionnait : *Vous savez, ce serait très facile pour nous autres, à la veille d'un dépôt, d'un rapport, soit aux crédits ou soit... soit devant une commission parlementaire, d'arriver avec de bons chiffres. Savez-vous ce que j'aurais juste à faire? J'aurais juste à entendre, au cours des 3 derniers mois, des demandes qui ont été déposées récemment. Je baisserai mon délai d'à peu près la moitié. Mais je ne le ferai pas, parce qu'on ne ferait que pelleter en avant les problèmes.*

Or, deux semaines plus tard, soit le 8 novembre 2010, le Service de recherche et de planification de la Régie produisait un rapport, portant la mention « CONFIDENTIEL » et ayant pour objet *État de situation : résultats pour le délai pour une première audience par rapport aux cibles du plan stratégique 2009-2013*, qui fixait les cibles à atteindre

¹⁸ L.R.Q., chapitre A-6.01, art. 1.

¹⁹ Op. cit. 16, art. 2, alinéa 5.

pour les causes civiles générales, prioritaires, et fixation et révision âgées de moins de 3 mois. Ce rapport concluait : *De plus, afin d'afficher des résultats intéressants lors de l'étude des crédits 2010 [sic]²⁰, il faut garder en tête que les audiences qui permettront de faire diminuer le délai doivent être tenues au plus tard le 28 février 2011.*

Rencontré le 13 mai 2011, le président de la Régie a reconnu avoir donné une orientation, que cela créait une iniquité et qu'il s'agissait d'une erreur dont il assumait la responsabilité. Confronté à sa déclaration du 28 octobre 2010, il a indiqué *il y a une erreur dans ce que j'ai dit, il aurait fallu que ce soit 6 mois avant* (et non 3 mois) pour avoir l'effet souhaité sur les délais.

Contexte sous-jacent : Pression liée à l'incapacité de faire face à la demande depuis une décennie

La crise du logement au début des années 2000 a générée une forte croissance des demandes à la Régie du logement. Dans son rapport annuel 2007-2008, le Protecteur du citoyen²¹ indiquait : *Depuis l'an 2000, la Régie du logement a progressivement mis en place diverses mesures administratives afin d'améliorer son service et de tenter de réduire les délais avant une première audience. [...] Or, à l'évidence, l'implantation de ces mesures administratives au fil des ans n'a pas suffi pour enrayer définitivement le problème des délais qui sévit encore aujourd'hui à la Régie. Depuis 2001, diverses solutions de nature législative ont été mises de l'avant, mais n'ont jamais finalement été adoptées. De fait, la situation des longs délais de traitement pour les causes générales et prioritaires est demeurée pratiquement inchangée au cours de 5 dernières années.*

Tableau 2 – Délais en mois par type de causes

Type	Délai					
	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Moyenne
Non-paiement	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3
Fixation de loyer	8,0	7,4	7,0	6,8	7,5	7,3
Cause civile générale	17,4	17,2	18,4	15,9	17,3	17,2
Cause civile prioritaire	8,8	9,4	8,5	6,7	8,6	8,4
Cause civile urgente	1,5	1,6	1,6	1,4	1,4	1,5

²⁰ Daté du 8 novembre 2010, le document du Service de la recherche et de la planification de la Régie voulait sûrement faire référence à l'étude des crédits 2011-2012 (tenue en avril 2011). Voir page 5 de l'annexe 1.

²¹ PROTECTEUR DU CITOYEN, *Rapport annuel d'activités 2007-2008*, p.149.

Pour le Protecteur du citoyen, l'arriéré important et de longue date crée un contexte particulièrement difficile à la Régie²². Cela ne saurait justifier la Régie d'avoir accordé une priorité indue à des causes générales et prioritaires en janvier et février 2011. Toutefois, ce contexte aide à comprendre pourquoi une telle décision a pu être prise bien qu'elle aille à l'encontre, entre autres, du respect de la Loi sur la justice administrative, de l'équité et des bonnes pratiques.

7. Recommandations

En s'appuyant sur les faits établis au cours de la présente enquête, l'analyse du Protecteur du citoyen l'amène à formuler 2 recommandations :

Recommandation 1

Considérant que :

- le président de la Régie a donné une instruction verbale ayant pour objet de devancer le traitement des causes générales, prioritaires ou en fixation et révision plus récentes (3 mois ou moins) au détriment de citoyens ayant soumis antérieurement des causes de nature similaire;
- cette instruction a fait l'objet d'une planification à l'avance dans le but précis de faire diminuer les délais déclarés par la Régie pour l'année 2010-2011;
- cette instruction a été donnée à l'encontre de la transparence attendue d'un organisme public;
- cette instruction constitue une iniquité (susceptible de miner la confiance que les citoyens doivent avoir envers tout tribunal et en l'occurrence, envers la Régie);
- la Loi sur la Régie du logement²³ prévoit les dispositions applicables lors d'un tel manquement.

Il est recommandé au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire de demander au Conseil de la justice administrative de faire enquête sur la situation décrite dans le présent rapport.

²² À cet égard, le Protecteur du citoyen a déjà recommandé une révision du cadre légal de la Régie du logement dans son rapport annuel 2007-2008, p. 150-151.

²³ L.R.Q. chapitre R-8.1, art. 9.5.

Recommandation 2

Considérant que :

- la performance réelle de la Régie quant à ses délais en 2010-2011 sera faussée par l'instruction précitée.

Il est recommandé qu'une note soit ajoutée ou annexée au Rapport annuel 2010-2011 de la Régie pour indiquer au lecteur les limites des données déclarées relatives aux délais, que cette note spécifie également l'impact de l'instruction sur les délais rapportés et qu'elle soit validée par un vérificateur externe à la Régie.

Enfin, le Protecteur du citoyen a obtenu l'assurance de la Régie que cette pratique inéquitable dans la gestion des rôles avait cessé, et ce, depuis le 1^{er} avril 2011.

ANNEXE 1

RAPPORT DU 8 NOVEMBRE 2010

**ÉTAT DE SITUATION : RÉSULTATS POUR LE DÉLAI
POUR UNE PREMIÈRE AUDIENCE PAR RAPPORT
AUX CIBLES DU PLAN STRATÉGIQUE 2009-2013**

CONFIDENTIEL

Régie du logement

Québec



Service de recherche et de planification

Direction générale de l'administration

Rapport

Objet : Etat de situation : résultats pour le délai pour une première audience par rapport aux cibles du plan stratégique 2009-2013

Date : 8 novembre 2010

Auteur :

Cibles établies lors de la production du plan stratégique 2009-2013

Délais

Objectifs	2008	2009	2010	2011	2012	2013
1.1 Réduire les délais d'attente dans les causes autres que le recouvrement de loyer.						
Non-paiement - Cible : 5 semaines	Taux ajustement		Maintien	Maintien	Maintien	Maintien
	Cible semaine	5,6 sem			5,4 sem	5,0 sem
	Cible mois	1,3 mois			1,2 mois	1,2 mois
Causes civiles urgentes - Cible : 6 semaines	Taux ajustement		Maintien	Maintien	Maintien	Maintien
	Cible semaine	6,6 sem			6,0 sem	5,0 sem
	Cible mois	1,5 mois			1,4 mois	1,1 mois
Causes civiles prioritaires - Cible : 26 semaines	Taux ajustement		Maintien	Maintien	Maintien	Maintien
	Cible semaine	38,6 sem	37,4 sem	36,3 sem	35,2 sem	30,7 sem
	Cible mois	8,9 mois	8,6 mois	8,4 mois	8,1 mois	6,1 mois
Causes civiles générales - Cible : 64 semaines	Taux ajustement		Maintien	Maintien	Maintien	Maintien
	Cible semaine	80,8 sem	76,4 sem	76,1 sem	73,8 sem	69,0 sem
	Cible mois	18,8 mois	18,1 mois	17,6 mois	17,0 mois	14,9 mois
Fixation et révision - Cible : 26 semaines	Taux ajustement		Maintien	Maintien	Maintien	Maintien
	Cible semaine	36 sem	34,9 sem	33,9 sem	32,9 sem	29,6 sem
	Cible mois	8,3 mois	8,0 mois	7,8 mois	7,6 mois	6,1 mois

Causes civiles en attente

Objectifs	2008	2009	2010	2011	2012	2013
1.2.1 Diminuer le volume des causes civiles en attente.						
Moins d'un an	Taux ajustement		Maintien	Maintien	Maintien	Maintien
	Cible dossiers	12 791	12 919	12 790	12 662	Maintien
Entre 1 an et 2 ans	Taux ajustement		Maintien	Maintien	Maintien	Maintien
	Cible dossiers	5 242	4 351			
Plus de 2 ans	Taux ajustement		Maintien	Maintien	Maintien	Maintien
	Cible dossiers	1 333	1 000	650	305	Maintien

CONFIDENTIEL

Résultats annuels comparativement aux cibles du plan stratégique

Délais

Objectifs	2008	2009	2010	2011*	2012	2013
1.1.1 Réduire les délais d'attente dans les causes autres que le recouvrement de loyer.						
Non-paiement - Cible : 5 semaines	Taux ajustement					
	Cible semaine	5,5 sem	Maintien	Maintien	Maintien	5,4
	Cible mois	1,3 mois				1,2
	Résultats semaine	5,5	5,6	5,6		
Causes civiles urgentes - Cible : 5 semaines	Résultats mois	1,3	1,3	1,3		
	Taux ajustement					
	Cible semaine	6,5	Maintien	Maintien	Maintien	6,0
	Cible mois	1,5				1,4
Causes civiles prioritaires - Cible : 26 semaines	Résultats semaine	6,1	6,3	6,9		
	Résultats mois	1,4	1,4	1,4		
	Taux ajustement					
	Cible semaine	38,6	37,4	36,3	35,2	30,7
Causes civiles générales - Cible : 64 semaines	Cible mois	8,9	8,6	8,4	8,1	7,1
	Résultats semaine	26,2	25,3	24,3	24,6	20,7
	Résultats mois	6,7	6,6	6,6	6,7	5,4
	Taux ajustement					
Fixation et révision - Cible : 26 semaines	Cible semaine	80,8	78,4	76,1	73,8	69,0
	Cible mois	18,5	18,1	17,5	17,0	15,9
	Résultats semaine	69,3	75,3	86,2		
	Résultats mois	15,9	17,3	15,2		

2011* : Résultats au 30 septembre 2010.

Causes civiles en attente

Objectifs	2008	2009	2010	2011*	2012	2013
1.2.1 Diminuer le volume des causes civiles en attente.						
Moins d'un an	Taux ajustement					
	Cible dossiers	12 791	12 919	12 790	12 682	Maintien
	Résultats	13 271	14 636	14 607		Maintien
	Taux ajustement					
Entre 1 an et 2 ans	Cible dossiers	5 242	4 351	Maintien	Maintien	Maintien
	Résultats	5 640	5 397	5 659		
	Taux ajustement					
	Cible dossiers	1 333	1 000	650	305	Maintien
Plus de 2 ans	Résultats	795	77	462		Maintien

2011* : Résultats au 30 septembre 2010.

Dans la présente analyse, le volume de l'inventaire ne sera pas analysé car l'atteinte de la cible, en excluant les dossiers de plus de 2 ans, est trop variable et trop spéculative.

L'élimination des dossiers de plus de 2 ans restreint la production de masse qui serait nécessaire pour atteindre la cible de diminution du volume en attente, compte tenu de la lourdeur des dossiers âgés à traités. Il est cependant possible que la Régie atteigne ces cibles; mais il s'agirait d'un boni compte tenu des actions qui doivent être prises pour atteindre les cibles des délais pour une première audience.

CONFIDENTIEL

Production pour répondre aux cibles du PS entre novembre 2010 et mars 2011

Non-paiement

<u>Non-paiement - Cible : 5,6 semaines</u>	Cible semaine	5,6 sem
Production 2009-2010 : 41 295 audiences	Cible mois	1,3 mois
	Résultats semaine	5,6
	Résultats mois	1,3
	Production effectuée	20 935
	Production requise	20 935
	Âge de la prod. Requise	1,3
	Résultat 31 mars 2011	1,3

- Selon l'inventaire au 31 octobre 2010, il ne reste que 4 dossiers en Non-paiement qui auront plus de 2 ans au 31 mars 2011. Ce volume n'affectera pas le délai moyen.
- Présentement, la Régie répond à la cible établit pour 2010-2011.
- La production des 6 derniers mois de 2010-2011 devrait être comparable aux 6 premiers mois et devrait assurer un maintien du délai au niveau de la cible.

ACTION REQUISE : MAINTIEN DE LA PRODUCTION SELON LA TENDANCE PRÉSENTE.

Causes civiles urgentes

<u>Causes civiles urgentes - Cible : 6,5 semaines</u>	Cible semaine	6,5
Production 2009-2010 : 6 762 audiences	Cible mois	1,5
	Résultats semaine	5,9
	Résultats mois	1,4
	Production effectuée	3 460
	Production requise	3 460
	Âge de la prod. Requise	1,4
	Résultat 31 mars 2011	1,4

- Selon l'inventaire au 31 octobre 2010, il ne reste que 11 dossiers en causes civiles urgentes qui auront plus de 2 ans, dont 2 à mettre au rôle. Ce volume n'affectera pas le délai moyen.
- Présentement, la Régie répond à la cible établit pour 2010-2011.
- La production des 6 derniers mois de 2010-2011 devrait être comparable aux 6 premiers mois et devrait assurer un maintien du délai au niveau de la cible.

ACTION REQUISE : MAINTIEN DE LA PRODUCTION SELON LA TENDANCE PRÉSENTE.

Causes civiles prioritaires

Causes civiles prioritaires - Cible : 35,2 semaines Production 2009-2010 : 2 081 audiences	Cible semaine	35,2
	Cible mois	8,1
	Résultats semaine	46,0
	Résultats mois	10,7
	Production effectuée	1 266
	Production + 2 ans	321
	Âge de la prod. 2 ans	20,7
	Production requise	1 100
	Âge de la prod. Requise	1,5
	Résultat 31 mars 2011	8,1
Rôles requis		
241		

- Selon l'inventaire au 31 octobre 2010, il reste 379 dossiers en causes civiles prioritaires qui auront plus de 2 ans au 31 mars 2011, dont 61 à mettre au rôle. Ce volume affectera le délai pour une première audience car 85 % de ces dossiers en sont à leur première audience (321 sur 379).
- Présentement, la Régie ne répond pas à la cible établit pour 2010-2011.
- Pour répondre à la cible du plan stratégique au 31 mars 2011, 1 100 dossiers âgés de 3 mois ou moins devront être entendus en audience afin de diminuer le délai à 8,1 mois. Ce volume représente approximativement 241 rôles (en moyenne, 50-60 min par dossier).

ACTION REQUISE : ENTENDRE 1 100 DOSSIERS ÂGÉS DE 3 MOIS OU MOINS D'ICI LE 31 MARS 2011 POUR RÉPONDRE À LA CIBLE DU DÉLAI POUR UNE PREMIÈRE AUDIENCE.

Causes civiles générales

Causes civiles générales - Cible : 73,8 semaines Production 2009-2010 : 8 222 audiences	Cible semaine	73,8
	Cible mois	17,0
	Résultats semaine	66,2
	Résultats mois	15,2
	Production effectuée	2 781
	Production + 2 ans	1 596
	Âge de la prod. 2 ans	22,3
	Production requise	250
	Âge de la prod. Requise	1,6
	Résultat 31 mars 2011	16,9
Rôles requis		
51		

- Selon l'inventaire au 31 octobre 2010, il reste 1 825 dossiers en causes civiles générales qui auront plus de 2 ans au 31 mars 2011, dont 224 à mettre au rôle. Ce volume affectera le délai pour une première audience car 88 % de ces dossiers en sont à leur première audience (1 596 sur 1 825).
- Présentement, la Régie ne répond pas à la cible établit pour 2010-2011 en considérant l'inventaire de plus de 2 ans à réduire d'ici le 31 mars 2011.
- Pour répondre à la cible du plan stratégique au 31 mars 2011, 250 dossiers âgés de 3 mois ou moins devront être entendus en audience afin de diminuer le délai à 17,0 mois. Ce volume représente approximativement 51 rôles (en moyenne, 47 min par dossier). Le volume de dossiers de déguerpissement ou de reprise de logement (volumes importants en début d'année et généralement traités en moins de 3 mois) pourrait être un bon moyen d'obtenir le volume de dossiers jeunes requis pour atteindre la cible.

ACTION REQUISE : ENTENDRE 250 DOSSIERS ÂGÉS DE 3 MOIS OU MOINS D'ICI LE 31 MARS 2011 POUR RÉPONDRE À LA CIBLE DU DÉLAI POUR UNE PREMIÈRE AUDIENCE.

Causes en fixation et révision

Fixation et révision - Cible : 32,9 semaines Production 2009-2010 : 3 109 audiences	Cible semaine	32,9
	Cible mois	7,6
	Résultats semaine	44,2
	Résultats mois	10,2
	Production effectuée	2 663
	Production + 2 ans	175
	Âge de la prod. 2 ans	20,2
	Production requise	1 500
	Âge de la prod. Requise	1,4
	Résultat 31 mars 2011	7,6

- Selon l'inventaire au 31 octobre 2010, il reste 175 dossiers en fixation et révision qui auront plus de 2 ans au 31 mars 2011, dont 10 à mettre au rôle. Ce volume affectera le délai pour une première audience car 99 % de ces dossiers en sont à leur première audience (174 sur 175).
- Présentement, la Régie ne répond pas à la cible établie pour 2010-2011 en considérant l'inventaire de plus de 2 ans à réduire d'ici le 31 mars 2011.
- Pour répondre à la cible du plan stratégique au 31 mars 2011, 1 500 dossiers âgés de 3 mois ou moins devront être entendus en audience afin de diminuer le délai à 7,6 mois. Ce volume représente approximativement 250 rôles (en moyenne, 6 dossiers par rôle).

ACTION REQUISE : ENTENDRE 1 500 DOSSIERS ÂGÉS DE 3 MOIS OU MOINS D'ICI LE 31 MARS 2011 POUR RÉPONDRE À LA CIBLE DU DÉLAI POUR UNE PREMIÈRE AUDIENCE.

Conclusion

NON-PAIEMENT :

ACTION REQUISE : MAINTIEN DE LA PRODUCTION SELON LA TENDANCE PRÉSENTE.

CAUSES CIVILES URGENTES :

ACTION REQUISE : MAINTIEN DE LA PRODUCTION SELON LA TENDANCE PRÉSENTE.

CAUSES CIVILES PRIORITAIRES :

ACTION REQUISE : ENTENDRE 1 100 DOSSIERS ÂGÉS DE 3 MOIS OU MOINS D'ICI LE 31 MARS 2011 POUR RÉPONDRE À LA CIBLE DU DÉLAI POUR UNE PREMIÈRE AUDIENCE.

CAUSES CIVILES GÉNÉRALES :

ACTION REQUISE : ENTENDRE 250 DOSSIERS ÂGÉS DE 3 MOIS OU MOINS D'ICI LE 31 MARS 2011 POUR RÉPONDRE À LA CIBLE DU DÉLAI POUR UNE PREMIÈRE AUDIENCE.

CAUSES FIXATION ET REVISION :

ACTION REQUISE : ENTENDRE 1 500 DOSSIERS ÂGÉS DE 3 MOIS OU MOINS D'ICI LE 31 MARS 2011 POUR RÉPONDRE À LA CIBLE DU DÉLAI POUR UNE PREMIÈRE AUDIENCE.

De plus, afin d'afficher des résultats intéressants lors de l'étude des crédits 2010, il faut garder en tête que les audiences qui permettront de faire diminuer le délai doivent être tenues au plus tard le 28 février 2011.

ANNEXE 2

**NOUVELLES DEMANDES DÉPOSÉES
À LA RÉGIE DU LOGEMENT
DE JANVIER 2010 À FÉVRIER 2011**

Statistiques sur les nouvelles demandes déposées

	2009-2010												2010-2011*													
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**											
Bureau de Saguenay																										
Non-Paiement	67	67	62	41	51	48	44	85	46	52	51	59	41	57	N/D											
2.A) Nouvelles demandes déposées																										
2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	63	60	65	39	42	40	40	54	40	47	46	52	35	63	N/D											
2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	1,3	1,4	1,3	1,2	1,4	1,6	1,4	1,4	1,2	1,3	1,3	1,5	1,4	1,5	N/D											
2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	1	3	1	4	5	2	3	2	2	7	2	5	0	1	N/D											
Bureau de Saguenay																										
Causes prioritaires	5	5	7	3	4	3	6	3	7	2	4	6	4	3	N/D											
2.A) Nouvelles demandes déposées																										
2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	3	2	6	2	2	3	1	3	2	0	0	0	2	0	N/D											
2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	7,6	2,4	4,0	4,5	8,3	6,8	6,2	3,4	0,0	0,0	0,0	1,2	0,0	0,0	N/D											
2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	1	1	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	1	0	N/D											
Bureau de Saguenay																										
Causes générales	16	12	9	13	8	18	8	18	6	13	14	7	6	13	N/D											
2.A) Nouvelles demandes déposées																										
2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	8	2	1	1	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	N/D											
2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	11,0	12,4	6,3	8,7	0,0	1,4	0,0	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	N/D											
2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	N/D											

Note : Les données pour 2010-2011 sont provisoires en attente de la fermeture de l'exercice financier.
Note ** : Les données pour Mars 2011 ne sont pas disponibles.

Statistiques sur les nouvelles demandes déposées

	Bureau de Roberval	2010-2011*														
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**
	2.A) Nouvelles demandes déposées	7	8	15	11	7	8	2	8	9	5	10	7	6	12	N/D
Non-Paiement	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	7	7	13	11	7	8	1	7	8	5	7	7	4	6	N/D
	2.C) Délai moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	2,1	4,1	2,4	2,3	2,1	1,9	2,8	2,2	3,0	1,6	2,2	2,1	1,2	1,2	N/D
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	0	0	1	1	0	2	0	1	0	1	0	0	1	1	N/D

	Bureau de Roberval	2010-2011*														
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**
	2.A) Nouvelles demandes déposées	3	0	1	0	0	1	2	0	0	1	0	2	0	0	N/D
Causes prioritaires	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	2	0	1	0	0	0	2	0	0	1	0	1	0	0	N/D
	2.C) Délai moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	3,5	0,0	3,4	0,0	0,0	0,0	3,6	0,0	0,0	5,5	0,0	3,9	0,0	0,0	N/D
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	N/D

	Bureau de Roberval	2010-2011*														
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**
	2.A) Nouvelles demandes déposées	2	2	2	4	1	3	2	1	5	3	2	3	2	1	N/D
Causes chiffrées générales	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	2	2	2	3	1	3	1	1	3	1	0	0	0	0	N/D
	2.C) Délai moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	3,4	4,8	6,5	6,6	5,7	6,5	3,4	6,9	6,1	5,3	0,0	0,0	0,0	0,0	N/D
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	0	0	0	1	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	N/D

Note * : Les données pour 2010-2011 sont provisoires en attente de la fermeture de l'exercice financier.

Note ** : Les données pour Mars 2011 ne sont pas disponibles.

Statistiques sur les nouvelles demandes déposées

		2009-2010					2010-2011*									
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**
Bureau de Rimouski																
2.A) Nouvelles demandes déposées		23	25	28	27	10	24	16	23	29	26	18	24	18	9	N/D
2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)		21	21	25	24	8	21	13	19	25	15	16	19	17	4	N/D
2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)		1,6	1,6	1,5	1,4	1,8	2,5	1,8	2,0	1,4	1,2	1,5	2,3	1,8	1,3	N/D
2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée		3	3	1	2	0	3	2	2	3	1	1	0	1	0	N/D

		2009-2010					2010-2011*									
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**
Bureau de Rimouski																
2.A) Nouvelles demandes déposées		2	4	4	4	2	3	5	4	1	3	1	3	2	0	N/D
2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)		2	3	2	3	2	2	1	2	0	1	1	0	0	0	N/D
2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)		6,5	4,4	6,1	4,7	4,4	4,5	3,2	5,4	0,0	6,5	5,3	0,0	0,0	0,0	N/D
2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée		0	1	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	N/D

		2009-2010					2010-2011*									
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**
Bureau de Rimouski																
2.A) Nouvelles demandes déposées		1	0	5	6	5	4	3	6	6	8	12	6	2	N/D	
2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)		1	0	4	4	3	3	0	1	0	0	0	0	0	0	N/D
2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)		8,0	0,0	4,6	4,5	3,6	3,9	3,7	0,0	4,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	N/D
2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée		1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	N/D

Note ** : Les données pour 2010-2011 sont provisoires et attendent la finniture de l'exercice financier.

Notes : Les données pour Mars 2011 ne sont pas disponibles.

**Réseau
du logement
Québec**

Statistiques sur les nouvelles demandes déposées

		2010-2011*														
		2010-2011*														
		2010-2011*														
Bureau de Rivière-Du-Loup		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**
Non-Paiement	2.A) Nouvelles demandes déposées	16	17	11	6	6	15	7	6	3	8	4	6	14	5	N/D
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	11	15	9	6	4	12	7	6	3	6	4	4	11	5	N/D
	2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	1,7	2,0	1,7	1,6	1,7	2,2	1,9	1,7	1,7	1,6	1,1	1,7	1,7	1,7	N/D
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	0	2	0	0	0	4	1	0	2	1	0	0	3	0	N/D
Bureau de Rivière-Du-Loup		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**
Causes prioritaires	2.A) Nouvelles demandes déposées	0	2	3	1	3	1	0	2	0	1	2	1	3	0	N/D
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	0	2	2	1	2	0	0	1	0	0	0	0	1	0	N/D
	2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	0,0	3,4	2,9	3,2	4,8	0,0	0,0	8,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	N/D
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	N/D
Bureau de Rivière-Du-Loup		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**
Causes civiles générales	2.A) Nouvelles demandes déposées	2	6	5	6	4	5	5	9	6	9	2	6	6	3	N/D
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	2	4	1	1	0	1	0	0	0	1	0	0	2	1	N/D
	2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	3,5	4,1	10,1	3,3	0,0	7,6	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	2,4	1,0	N/D
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	1	2	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	N/D

Note ** : Les données pour 2010-2011 sont provisoires en attente de la terminaison de l'exercice financier.

Note -- : Les données pour Mars 2011 ne sont pas disponibles.

Néfio
du logement
Québec

Statistiques sur les nouvelles demandes déposées

	Bureau de Gaspé	2009-2010						2010-2011*									
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**	
	2.A) Nouvelles demandes déposées	22	14	27	19	10	23	30	19	33	26	24	18	16	21	N/D	
Non-Paiement	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	14	13	25	16	9	-	19	22	15	25	24	23	17	15	20	N/D
	2.C) Délai moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	1,7	1,5	1,9	2,4	1,5	-	1,1	1,7	1,6	1,4	1,8	1,3	1,9	2,2	1,5	N/D
	2.D) Nombre de dossier pour lesquels une remise a été demandée	2	1	0	2	0	0	1	1	1	2	3	0	1	0	N/D	

	Bureau de Gaspé	2009-2010						2010-2011*								
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**
	2.A) Nouvelles demandes déposées	1	0	0	0	0	2	0	1	1	1	2	3	0	0	N/D
Cause	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	1	0	0	0	0	1	0	1	1	1	2	0	0	0	N/D
prioritaire	2.C) Délai moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	1,6	0,0	1,5	0,8	1,2	0,8	1,5	0,0	0,0	N/D
	2.D) Nombre de dossier pour lesquels une remise a été demandée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	N/D

	Bureau de Gaspé	2009-2010						2010-2011*									
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**	
	2.A) Nouvelles demandes déposées	2	0	0	2	0	0	0	0	2	4	2	2	2	7	N/D	
Cause	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	2	0	0	2	0	0	0	0	2	4	2	1	2	1	N/D	
civiles	2.C) Délai moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	0,8	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	1,7	2,3	1,1	1,8	2,3	2,0	N/D
générales	2.D) Nombre de dossier pour lesquels une remise a été demandée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	N/D	

Note*: Les données pour 2010-2011 sont provisoires en attente de la finalisation de l'exercice financier.

Note**: Les données pour Mars 2011 ne sont pas disponibles.

Statistiques sur les nouvelles demandes déposées

	Bureau de Sept-Îles	2009-2010												2010-2011*				
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**		
Non-Paiement	2.A) Nouvelles demandes déposées	13	22	26	20	12	6	19	26	17	20	30	14	11	13	N/D		
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	7	19	26	20	11	6	18	25	14	20	30	14	10	12	N/D		
	2.C) Délai moyen entre la date des dépôts et la première audience (en mois)	1,2	1,7	2,3	2,2	1,7	2,5	2,6	2,5	2,2	1,6	2,1	1,8	2,5	1,7	N/D		
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	0	3	2	3	2	0	2	4	2	2	1	0	0	0	N/D		
		2008-2010												2010-2011*				
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**		
Causes prioritaires	2.A) Nouvelles demandes déposées	0	1	2	6	6	4	7	4	3	3	1	4	0	1	N/D		
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	0	1	1	6	5	3	7	4	2	1	1	1	0	0	N/D		
	2.C) Délai moyen entre la date des dépôts et la première audience (en mois)	0,0	0,7	1,4	3,0	4,8	4,7	4,4	4,1	4,3	4,0	2,5	1,5	0,0	0,0	N/D		
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	0	0	0	2	1	0	3	0	1	0	0	0	0	0	N/D		
		2009-2010												2010-2011*				
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**		
Causes civiles générales	2.A) Nouvelles demandes déposées	1	3	4	3	0	4	3	1	3	1	1	1	0	2	N/D		
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	1	3	4	3	0	2	3	1	3	1	0	0	0	0	N/D		
	2.C) Délai moyen entre la date des dépôts et la première audience (en mois)	1,6	1,4	3,8	4,9	0,0	6,8	6,7	5,7	3,3	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	N/D		
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	N/D		

Note * : Les données pour 2010-2011 sont provisoires en attente de la fermeture de l'exercice financier.

Note ** : Les données pour Mars 2011 ne sont pas disponibles.

**Méto
du logement
Québec**

Statistiques sur les nouvelles demandes déposées

		2009-2010					2010-2011*									
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**
	Bureau de Baie-Comeau															
	2.A) Nouvelles demandes déposées	10	6	7	7	14	9	4	9	7	12	8	9	15	15	N/D
Causes Non- Parlement	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	8	6	7	4	14	12	8	4	8	6	10	6	7	13	N/D
	2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	1,0	1,7	1,3	1,6	1,8	2,0	1,5	1,6	1,3	1,9	1,3	1,4	2,0	1,6	N/D
	2.D) Nombre de dossier pour lesquels une remise a été demandée	0	1	0	0	0	0	0	2	0	2	1	2	0	0	N/D

		2009-2010					2010-2011*									
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**
	Bureau de Baie-Comeau															
	2.A) Nouvelles demandes déposées	1	1	2	3	3	2	0	0	0	1	0	3	1	0	N/D
Causes prioritaires	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	1	1	2	2	3	2	0	0	1	0	2	0	0	0	N/D
	2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	1,6	0,5	3,7	3,1	5,1	3,2	0,0	0,0	3,2	0,0	3,8	0,0	0,0	0,0	N/D
	2.D) Nombre de dossier pour lesquels une remise a été demandée	0	1	1	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	N/D

		2009-2010					2010-2011*									
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**
	Bureau de Baie-Comeau															
	2.A) Nouvelles demandes déposées	3	2	2	2	4	-1	5	2	4	0	2	-1	4	9	N/D
Causes civiles générales	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	2	2	2	2	4	1	5	2	4	0	2	0	1	8	N/D
	2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	2,1	2,3	4,8	8,0	8,7	7,4	6,8	4,8	5,7	0,0	4,7	0,0	2,4	1,5	N/D
	2.D) Nombre de dossier pour lesquels une remise a été demandée	0	0	0	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	N/D

Note : Les données pour 2010-2011 sont provisoires en attente de l'exercice financier.

Note** : Les données pour Mars 2011 ne sont pas disponibles.

Statistiques sur les nouvelles demandes déposées

Bureau de Shawinigan		2009-2010												2010-2011*											
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**									
	2.A) Nouvelles demandes déposées	35	24	31	25	20	27	25	26	23	17	26	21	24	27	N/D									
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	34	22	31	23	19	25	24	24	21	17	25	19	21	27	N/D									
Non-Paiement	2.C) Délai moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	1,3	1,3	1,5	1,4	1,4	1,5	1,7	1,4	1,5	1,4	1,1	1,6	1,4	2,3	N/D									
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	6	0	1	1	1	3	4	2	0	3	3	2	1	0	N/D									

Bureau de Shawinigan		2009-2010												2010-2011*											
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**									
	2.A) Nouvelles demandes déposées	1	1	0	1	4	2	0	3	1	3	2	0	1	0	N/D									
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	N/D									
Causes prioritaires	2.C) Délai moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	0,0	0,0	0,0	0,0	7,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,8	0,0	N/D									
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	N/D									

Bureau de Shawinigan		2009-2010												2010-2011*											
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**									
	2.A) Nouvelles demandes déposées	3	4	9	3	5	12	4	14	6	10	12	9	6	2	N/D									
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	0	2	1	0	2	0	0	2	1	0	0	0	2	1	N/D									
Causes civiles générales	2.C) Délai moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	0,0	10,5	0,0	0,0	8,3	0,0	0,0	6,4	3,3	0,0	0,0	3,3	2,0	1,3	N/D									
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	N/D									

Note * : Les données pour 2010-2011 sont provisoires en attente de la fermeture de l'exercice financier.

Note ** : Les données pour Mars 2011 ne sont pas disponibles.

**Ministère
du Financement
Québec**

Statistiques sur les nouvelles demandes déposées

Bureau de Trois-Rivières			2009-2010												2010-2011*											
			Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**									
			2.A) Nouvelles demandes déposées	77	65	94	73	66	90	60	79	73	65	63	72	97	47	N/D								
			2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	69	58	84	67	62	82	57	72	64	52	59	68	85	43	N/D								
			2.C) Délai moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	1,0	1,4	1,7	1,7	1,3	1,8	2,0	1,6	1,2	1,4	1,3	2,7	2,0	N/D									
			2.D) Nombre de dossier pour lesquels une remise a été demandée	5	5	5	3	4	6	4	4	5	5	8	7	3	1	N/D								

Bureau de Trois-Rivières			2009-2010												2010-2011*											
			Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**									
			2.A) Nouvelles demandes déposées	1	1	1	4	7	4	2	3	6	9	10	5	5	5	N/D								
			2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	0	1	0	0	2	0	0	2	0	1	3	2	3	3	N/D								
			2.C) Délai moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	0,0	9,8	0,0	0,0	4,2	7,7	0,0	0,0	3,2	0,0	2,1	1,8	2,1	1,4	N/D								
			2.D) Nombre de dossier pour lesquels une remise a été demandée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	N/D								

Bureau de Trois-Rivières			2009-2010												2010-2011*											
			Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**									
			2.A) Nouvelles demandes déposées	16	20	18	13	3	11	15	21	20	18	17	5	13	7	N/D								
			2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	3	3	1	0	0	1	0	1	0	0	0	0	6	2	N/D								
			2.C) Délai moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	14,4	12,5	9,5	0,0	0,0	3,7	0,0	2,6	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	1,5	N/D								
			2.D) Nombre de dossier pour lesquels une remise a été demandée	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	N/D									

Note*: Les données pour 2010-2011 sont provisoires en attente de la fermeture de l'exercice financier.

Note**: Les données pour Mars 2011 ne sont pas disponibles.

**du Département
Québec**

Statistiques sur les nouvelles demandes déposées

	Bureau de Québec	2009-2010												2010-2011*											
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Mars**								
	2.A) Nouvelles demandes déposées	373	382	426	358	290	387	274	371	413	337	352	279	359	309	N/D									
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	327	328	335	299	261	347	243	336	381	300	313	260	375	276	N/D									
	2.C) Délai moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	1,0	1,2	1,3	1,2	1,1	0,9	1,1	1,0	1,0	1,1	1,2	1,2	1,0	0,8	N/D									
Non-Paiement	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	27	23	24	30	27	46	26	30	37	18	24	25	34	27	N/D									

	Bureau de Québec	2009-2010												2010-2011*											
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Mars**								
	2.A) Nouvelles demandes déposées	35	28	31	46	29	31	37	39	60	34	52	43	38	32	N/D									
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	20	20	20	34	19	20	22	20	13	7	13	16	20	22	N/D									
Causes prioritaires	2.C) Délai moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	5,7	7,7	6,0	3,4	4,7	4,3	4,0	5,0	3,7	3,6	2,0	2,7	1,7	1,1	N/D									
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	5	5	3	1	2	0	1	2	5	3	5	2	3	6	N/D									

	Bureau de Québec	2009-2010												2010-2011*											
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Mars**								
	2.A) Nouvelles demandes déposées	51	79	77	49	86	89	79	102	97	78	99	65	83	63	N/D									
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	22	39	30	26	36	39	41	46	43	33	39	71	49	N/D										
Causes civiles générales	2.C) Délai moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	5,0	5,2	3,3	3,6	4,0	3,8	4,0	4,5	4,4	4,1	4,4	3,3	1,6	0,9	N/D									
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	4	6	5	8	8	6	0	9	5	4	0	14	21	15	N/D									

Note * : Les données pour 2010-2011 sont provisoires en attente de la fermeture de l'exercice financier.

Note ** : Les données pour Mars 2011 ne sont pas disponibles.

Statistiques sur les nouvelles demandes déposées

		2009-2010												2010-2011*											
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**									
	Bureau de Montréal																								
	2.A) Nouvelles demandes déposées	2 058	1 815	2 221	1 650	1 754	1 803	1 736	2 015	1 829	1 779	1 747	1 535	2 032	1 804	N/D									
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	1 841	1 627	1 985	1 463	1 544	1 610	1 556	1 767	1 585	1 578	1 584	1 361	1 758	1 635	N/D									
	2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	1,3	1,4	1,4	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	1,5	1,5	1,7	1,3	N/D									
	2.D) Nombre de dossier pour lesquels une remise a été demandée	259	244	247	192	217	228	219	231	236	248	205	196	125	175	N/D									

		2009-2010												2010-2011*											
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**									
	Bureau de Montréal																								
	2.A) Nouvelles demandes déposées	157	176	192	152	143	122	156	178	141	169	171	163	147	150	N/D									
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	36	50	48	51	29	27	45	49	30	47	55	23	73	90	N/D									
	2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	3,6	3,6	3,4	4,1	4,0	3,4	2,9	3,3	3,9	3,0	3,1	1,6	1,6	1,4	N/D									
	2.D) Nombre de dossier pour lesquels une remise a été demandée	9	13	6	7	8	7	15	6	7	12	13	4	20	23	N/D									

		2009-2010												2010-2011*											
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**									
	Bureau de Montréal																								
	2.A) Nouvelles demandes déposées	264	291	280	259	285	342	323	308	489	313	352	251	241	254	N/D									
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	36	34	24	42	35	38	49	24	28	39	44	30	121	138	N/D									
	2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	4,5	3,0	4,2	4,4	4,0	2,9	2,9	3,0	2,9	2,5	2,2	2,5	1,5	1,5	N/D									
	2.D) Nombre de dossier pour lesquels une remise a été demandée	9	9	6	23	15	21	25	17	15	13	10	6	34	38	N/D									

Note*: Les données pour 2010-2011 sont provisoires en attente de la fermeture de l'exercice financer.

Note**: Les données pour Mars 2011 ne sont pas disponibles.

Statistiques sur les nouvelles demandes déposées

	Bureau de Rouyn-Noranda	2009-2010												2010-2011*											
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**									
Non-Pallement	2.A) Nouvelles demandes déposées	14	9	16	9	14	8	15	12	15	10	13	8	11	8	N/D									
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	12	9	16	6	13	8	11	11	13	9	11	7	10	6	N/D									
	2.C) Décal moyens entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	1,7	1,7	1,4	1,1	1,5	1,2	1,7	1,8	2,2	1,7	1,5	2,4	2,5	1,9	N/D									
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	2	0	2	0	1	0	0	0	2	1	1	1	0	0	N/D									

	Bureau de Rouyn-Noranda	2009-2010												2010-2011*											
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**									
Causes prioritaires	2.A) Nouvelles demandes déposées	0	1	0	3	0	1	2	3	1	3	1	2	1	3	N/D									
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	0	1	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	N/D									
	2.C) Décal moyens entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	0,0	7,1	0,0	7,3	0,0	0,0	6,3	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	N/D									
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	N/D									

	Bureau de Rouyn-Noranda	2009-2010												2010-2011*											
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**									
Causes civiles générales	2.A) Nouvelles demandes déposées	4	5	5	3	5	4	4	5	7	3	1	6	6	4	N/D									
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	N/D									
	2.C) Décal moyens entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	2,9	5,5	4,6	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	N/D									
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	N/D									

Note * : Les données pour 2010-2011 sont provisoires en attente de la fermeture de l'exercice financier.
Note ** : Les données pour Mars 2011 ne sont pas disponibles.

Statistiques sur les nouvelles demandes déposées

		2009-2010												2010-2011*											
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**									
Bureau de Val-d'Or																									
2.A) Nouvelles demandes déposées		13	10	17	8	9	12	11	15	13	9	6	13	12	4										
2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)		13	10	17	8	7	11	- 11	14	11	9	6	12	10	3										
2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)		1,3	1,6	1,6	1,2	1,4	1,1	1,5	1,8	1,3	2,1	2,5	2,9	2,5	1,7										
2.D) Nombre de dossier pour lesquels une remise a été demandée		1	1	1	0	1	.1	1	1	2	1	0	0	0	0										

		2009-2010												2010-2011*											
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**									
Bureau de Val-d'Or																									
2.A) Nouvelles demandes déposées		1	1	1	1	2	0	1	0	0	1	2	0	3	0										
2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)		1	1	1	2	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0										
2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)		4,3	4,5	2,8	5,0	4,9	0,0	4,4	0,0	2,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0										
2.D) Nombre de dossier pour lesquels une remise a été demandée		0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0										

		2009-2010												2010-2011*											
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**									
Bureau de Val-d'Or																									
2.A) Nouvelles demandes déposées		4	3	4	1	1	4	3	3	2	2	4	6	1	N/D										
2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)		4	2	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	N/D									
2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)		11,8	7,3	6,3	8,1	11,0	8,6	4,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	N/D								
2.D) Nombre de dossier pour lesquels une remise a été demandée		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	N/D									

Note ** : Les données pour 2010-2011 sont provisoires en attente de la fermeture de l'exercice financier.
Note ** : Les données pour Mars 2011 ne sont pas disponibles.

Statistiques sur les nouvelles demandes déposées

		2010-2011*														
		2010-2011*														
		2010-2011*														
Bureau de Drummondville		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**
Non-Paiement	2.A) Nouvelles demandes déposées	69	69	70	53	72	57	44	65	43	71	44	40	78	48	N/D
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	61	63	63	50	68	53	41	59	38	63	37	39	72	46	N/D
	2.C) Délai moyen entre la date du dépôt et la première audience (en mois)	1,1	1,1	1,0	1,1	1,6	1,3	1,1	1,2	1,1	1,4	1,5	2,0	1,3	N/D	
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	7	9	7	7	2	6	1	4	10	4	7	1	2	N/D	
Bureau de Drummondville		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**
Causes prioritaires	2.A) Nouvelles demandes déposées	4	7	2	6	5	2	2	1	5	4	1	3	4	4	N/D
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	0	1	0	0	1	1	0	1	1	0	1	1	1	4	N/D
	2.C) Délai moyen entre la date du dépôt et la première audience (en mois)	0,0	2,2	0,0	0,0	0,4	6,6	5,6	0,0	3,9	2,9	0,0	0,5	1,9	1,1	N/D
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	N/D
Bureau de Drummondville		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**
Causes civiles générales	2.A) Nouvelles demandes déposées	11	10	9	10	16	19	11	6	8	12	9	14	7	8	N/D
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	1	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0	1	1	8	N/D
	2.C) Délai moyen entre la date du dépôt et la première audience (en mois)	0,7	0,0	3,7	0,0	0,0	7,2	5,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	1,6	1,2	N/D
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	3	N/D

Note * : Les données pour 2010-2011 sont provisoires en attente de la fermeture des exercices financiers.

Note ** : Les données pour Mars 2011 ne sont pas disponibles.

Statistiques sur les nouvelles demandes déposées

	Bureau de Gatineau	2009-2010						2010-2011*								
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**
	2.A) Nouvelles demandes déposées	244	200	278	185	186	200	223	245	212	194	192	217	229	245	N/D
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	223	179	250	169	164	168	204	216	191	168	168	208	212	231	N/D
	2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	1,2	1,1	1,3	1,1	1,3	1,4	1,5	1,4	1,2	1,3	1,6	1,4	1,5	1,3	N/D
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	32	22	44	36	18	20	17	24	32	25	20	16	18	23	N/D

	Bureau de Gatineau	2009-2010						2010-2011*								
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**
	2.A) Nouvelles demandes déposées	13	16	7	7	6	7	11	10	6	8	6	7	8	12	N/D
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	1	2	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0	4	6	N/D
	2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	0,9	6,4	0,0	3,5	0,0	0,0	9,7	3,7	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	1,3	N/D
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	N/D

	Bureau de Gatineau	2009-2010						2010-2011*								
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**
	2.A) Nouvelles demandes déposées	59	35	33	28	45	35	37	54	61	35	31	40	46	42	N/D
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	6	2	2	0	1	2	0	1	0	3	0	2	28	35	N/D
	2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	4,8	9,8	10,4	0,0	9,8	7,6	0,0	2,0	0,0	1,7	0,0	2,2	1,4	1,2	N/D
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	3	0	1	0	1	0	0	1	0	2	0	1	10	5	N/D

Note : Les données pour 2010-2011 sont provisoires en attente de la fermeture de l'exercice financier.
Note ** : Les données pour Mars 2011 sont pas disponibles.

**Rapport
du Payement**
Québec

Statistiques sur les nouvelles demandes déposées

2010-2011*											
Bureau de Saint-Hyacinthe											
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre
	2.A) Nouvelles demandes déposées	37	44	45	28	35	40	33	31	39	22
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	27	38	39	30	35	30	29	35	17	41
Non-Paiement	2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	1,2	1,3	1,2	1,2	1,3	1,3	1,6	1,7	1,5	1,4
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	8	8	9	3	3	7	7	4	5	3

2010-2011*											
Bureau de Saint-Hyacinthe											
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre
	2.A) Nouvelles demandes déposées	2	0	5	4	1	2	4	0	4	3
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	0	0	1	2	0	0	1	0	2	0
Causes prioritaires	2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	0,0	0,0	1,9	1,3	0,0	0,0	3,4	0,0	1,5	0,0
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0

2010-2011*											
Bureau de Saint-Hyacinthe											
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre
	2.A) Nouvelles demandes déposées	8	5	15	10	7	14	12	13	14	22
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	1	0	2	0	0	1	0	0	1	0
Causes civiles générales	2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	12,9	0,0	2,2	0,0	9,9	0,0	0,0	0,0	1,6	0,0
	2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1

Note ** : Les données pour 2010-2011 sont provisoires en attente de la fermeture de l'exercice financier.

Note *** : Les données pour Mars 2011 ne sont pas disponibles.

Nouvelles demandes déposées
du 01/01/2010 au 31/12/2010

Statistiques sur les nouvelles demandes déposées

	Bureau de Granby	2009-2010										2010-2011*					
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**	
	2.A) Nouvelles demandes déposées	82	47	62	48	56	41	36	41	53	57	45	45	58	36	N/D	
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	50	41	50	42	55	33	33	38	47	51	41	42	55	29	N/D	
Non-Paiement	2.C) Délai moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	1,3	1,3	1,2	0,9	1,1	1,3	1,4	1,6	1,5	1,6	1,3	1,4	1,5	1,4	N/D	
	2.D) Nombre de dossier pour lesquels une remise a été demandée	6	4	8	4	5	1	3	3	11	8	4	4	9	0	N/D	

	Bureau de Granby	2009-2010										2010-2011*					
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**	
	2.A) Nouvelles demandes déposées	7	5	10	2	5	5	6	7	4	6	1	0	2	1	N/D	
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	0	0	1	1	0	0	0	0	3	0	0	1	0	0	N/D	
Causes prioritaires	2.C) Délai moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	0,0	0,0	9,9	2,2	8,0	0,0	0,0	0,0	3,8	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	N/D	
	2.D) Nombre de dossier pour lesquels une remise a été demandée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	N/D	

	Bureau de Granby	2009-2010										2010-2011*					
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars**	
	2.A) Nouvelles demandes déposées	13	5	7	10	8	16	12	14	15	18	10	13	6	7	N/D	
	2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	3	1	0	0	1	0	3	0	0	0	4	12	3	6	N/D	
Causes civiles générales	2.C) Délai moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	12,6	2,2	0,0	0,0	7,8	0,0	5,0	0,0	0,0	3,2	2,3	1,7	1,0	1,0	N/D	
	2.D) Nombre de dossier pour lesquels une remise a été demandée	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	2	1	1	N/D	

Note * : Les données pour 2010-2011 sont provisoires en attente de la fermeture de l'exercice l'inclure.

Note ** : Les données pour Mars 2011 ne sont pas disponibles.

Ministère
du Développement
économique
Québec

Statistiques sur les nouvelles demandes déposées

Bureau de Sherbrooke									
	2009-2010								
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre
2.A) Nouvelles demandes déposées	126	128	125	107	101	169	125	145	117
2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	101	105	106	95	90	141	101	115	101
2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	1,3	1,3	1,3	1,1	1,0	1,4	1,6	1,4	1,2
2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	14	16	5	14	13	9	11	8	9

Bureau de Sherbrooke									
	2010-2011*								
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre
2.A) Nouvelles demandes déposées	12	10	9	10	8	6	5	9	8
2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	1	1	3	1	3	0	0	2	0
Causes prioritaires	4,5	9,4	4,6	6,8	1,9	0,0	0,0	4,3	0,0
2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	0	1	1	0	0	0	2	0	0

Bureau de Sherbrooke									
	2010-2011*								
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre
2.A) Nouvelles demandes déposées	27	32	28	30	39	37	52	43	40
2.B) Nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (au 31 mars 2011)	1	0	0	2	5	2	0	1	2
Causes générales	12,3	0,0	9,1	8,6	3,7	0,0	2,0	0,0	3,9
2.C) Décal moyen entre la date de dépôt et la première audience (en mois)	0	0	0	0	0	0	0	1	1
2.D) Nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	0	1	0	2	0	0	0	1	4

Note : Les données pour 2010-2011 sont provisoires en attente de la fermeture de l'exercice financier.

Note ** : Les données pour Mars 2011 ne sont pas disponibles.

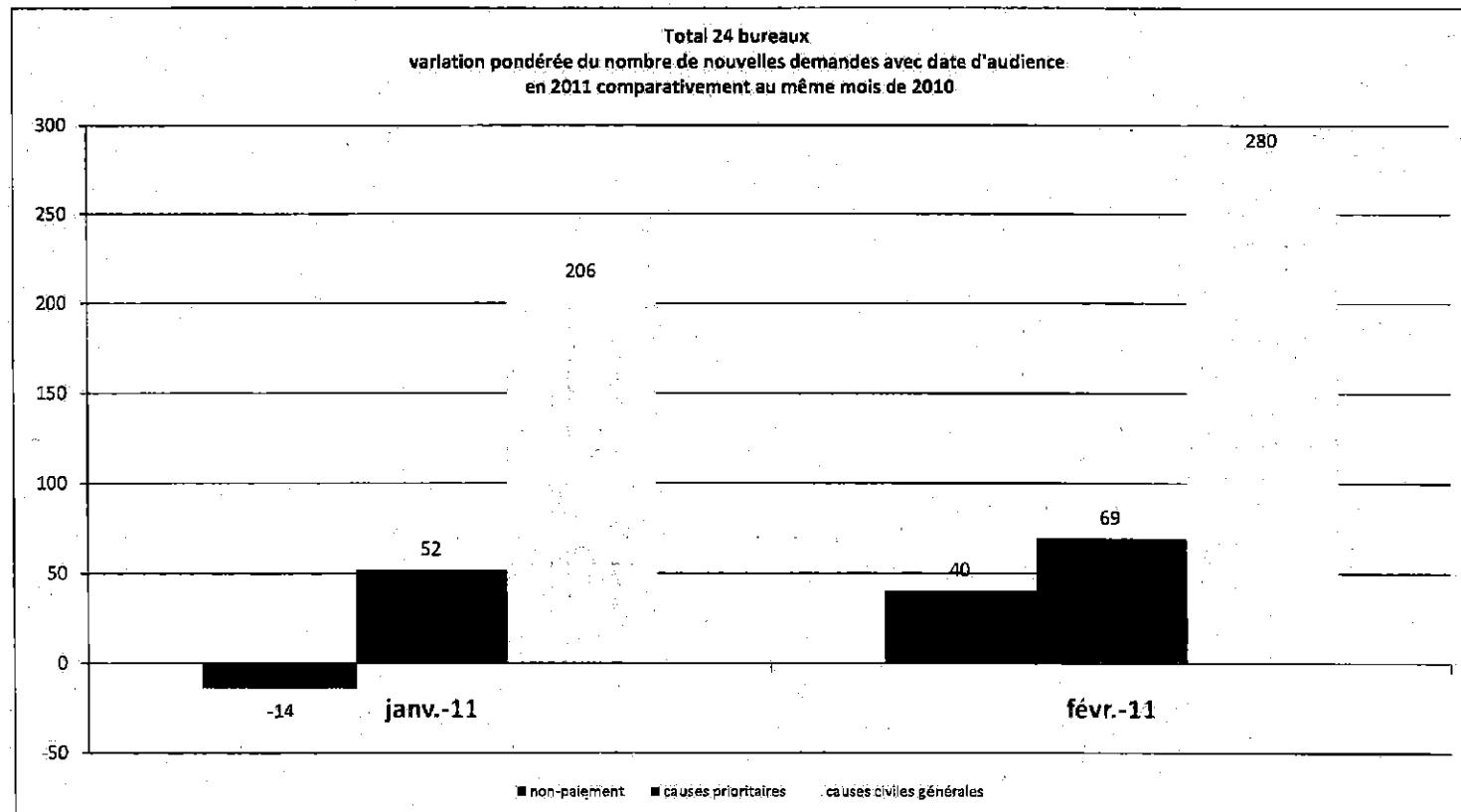
ANNEXE 3

**COMPILATION DES DONNÉES DE L'ANNEXE 2
PAR LE PROTECTEUR DU CITOYEN**

Total 24 bureaux		janv-10	févr-10	janv-11	févr-11
non paiement	nouvelles demandes déposées	4289	3850	4261	3649
	nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (31 mars 2011)	3819	3431	3780	3292
	%	89%	89%	89%	90%
	variation pondérée du nombre de nouvelles demandes avec date d'audience en 2011 comparativement au même mois de 2010			-14	40

Total 24 bureaux		janv-10	févr-10	janv-11	févr-11
Causes prioritaires	nouvelles demandes déposées	311	323	293	271
	nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (31 mars 2011)	98	118	144	168
	%	32%	37%	49%	62%
	variation pondérée du nombre de nouvelles demandes avec date d'audience en 2011 comparativement au même mois de 2010			52	69

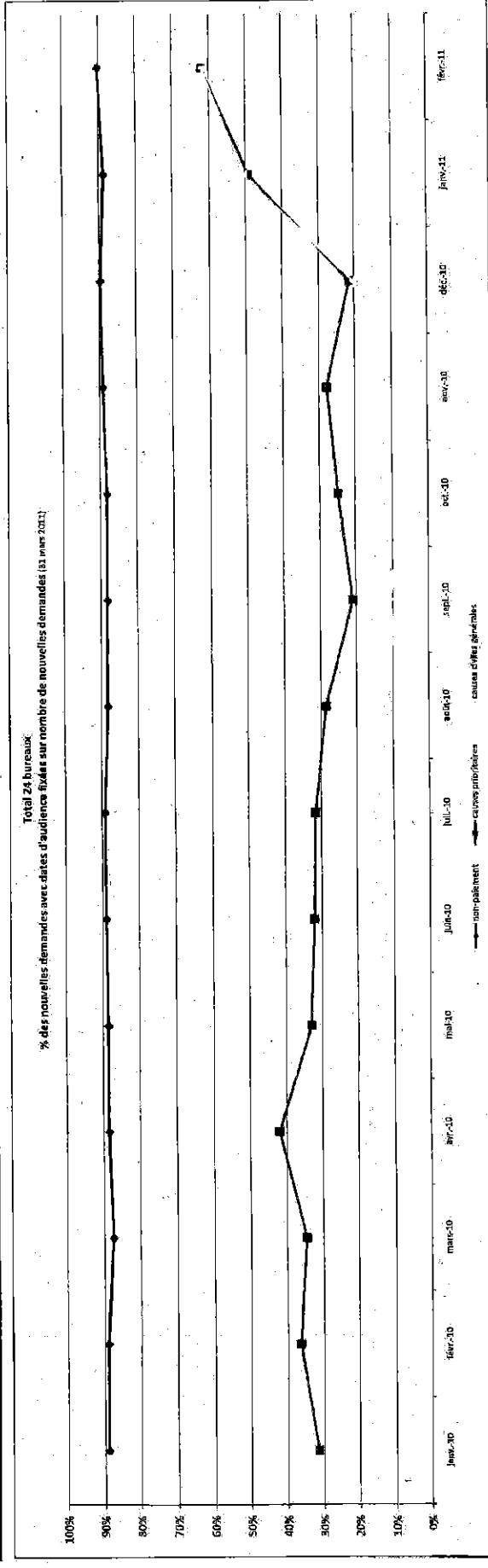
Total 24 bureaux		janv-10	févr-10	janv-11	févr-11
Causes civiles générales	nouvelles demandes déposées	653	657	636	631
	nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (31 mars 2011)	119	116	322	391
	%	18%	18%	51%	62%
	variation pondérée du nombre de nouvelles demandes avec date d'audience en 2011 comparativement au même mois de 2010			206	280



	janv-10	févr-10	mars-10	avr-10	mai-10	juin-10	juill-10	août-10	sept-10	oct-10	nov-10	déc-10	janv-11	févr-11
Total 24 bureaux														
nouvelles demandes déposées	4289	3850	4628	3451	3538	3782	3439	4017	3845	3602	3628	3285	4261	3649
nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (31 mars 2011)	3819	3431	4054	3058	3137	3369	3068	3547	3390	3174	3231	2945	3780	3292
non paiement	89%	89%	88%	89%	89%	89%	89%	88%	88%	88%	89%	89%	89%	90%
nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	445	414	445	354	374	424	365	379	414	383	350	317	246	275
%	12%	12%	11%	12%	12%	13%	12%	11%	12%	12%	11%	11%	7%	8%

	janv-10	févr-10	mars-10	avr-10	mai-10	juin-10	juill-10	août-10	sept-10	oct-10	nov-10	déc-10	janv-11	févr-11
Total 24 bureaux														
nouvelles demandes déposées	311	323	345	310	293	258	300	316	303	319	324	300	293	271
nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (31 mars 2011)	98	118	120	130	97	83	95	90	64	79	90	64	144	168
Causes prioritaires	32%	37%	35%	42%	33%	32%	32%	28%	21%	21%	28%	21%	49%	62%
nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	19	24	18	14	20	14	24	13	14	16	21	11	31	42
%	19%	20%	15%	11%	21%	17%	25%	14%	22%	20%	23%	17%	22%	25%

	janv-10	févr-10	mars-10	avr-10	mai-10	juin-10	juill-10	août-10	sept-10	oct-10	nov-10	déc-10	janv-11	févr-11
Total 24 bureaux														
nouvelles demandes déposées	653	657	718	674	692	887	781	838	1001	784	791	650	636	631
nouvelles demandes pour lesquelles une date d'audience a été fixée (31 mars 2011)	119	116	95	114	107	107	117	96	94	100	98	131	322	391
Causes courtes générales	18%	18%	13%	17%	15%	12%	15%	11%	9%	13%	12%	20%	51%	62%
nombre de dossiers pour lesquels une remise a été demandée	20	22	16	38	31	38	28	32	24	30	13	34	87	98
%	17%	19%	17%	33%	29%	36%	24%	33%	26%	30%	13%	26%	27%	25%



ANNEXE 4

COURRIEL DU 7 FÉVRIER 2011

**VOLUME À ENTENDRE POUR RÉTABLIR
LE DÉLAI EN NON-PAIEMENT**

De :

À :

Date : 2011-02-07 14:30

Objet : Volume à entendre pour rétablir le délai en non-paiement

CC :

Bonjour,

En considérant que Février 2011 ressemblera à Janvier 2011 (soit avec une moyenne de 1.5 mois comme délai pour les dossiers de Non-paiement), il faudrait que 3 900 dossiers (ou entre 108 et 110 rôles) soient entendus en Mars 2011 avec comme âge moyen 1.2 mois (36 jours) maximum. Évidemment, plus l'âge des dossiers sera bas, moins il sera nécessaire d'en mettre au rôle. Idéalement, il faudrait viser 30 jours ou moins d'attente entre l'introduction de la demande et la 1ère audience. De plus, afin de faciliter l'atteinte de la cible, il serait préférable de ne pas mettre au rôle les dossiers de non-paiement qui ont déjà eu une audience (bien que très rare) de façon à libérer le maximum de place sur les rôles.

Non-paiement	Nombre dossiers entendus	Délai moyen audience (mois)
Avril	4 116	1.4
Mai	4 429	1.3
Juin	3 917	1.2
Juillet	3 717	1.2
Août	3 299	1.3
Septembre	4 137	1.3
Octobre	3 997	1.3
Novembre	4 116	1.6
Décembre	2 755	1.3
Janvier	3 950	1.5
Février	3 950	1.5
Mars	3 900	1.2
2010-2011	46 283	1.3

Je suis disponible si vous avez d'autres questions.

[REDACTED]
Service de la planification et de la recherche
Direction des services organisationnels
Direction générale de l'administration et
des directions territoriales et Direction
du Bureau de la Présidence
Régie du logement



